

Ralentissement généralisé

Les divers indicateurs mobilisés dans ce bilan économique témoignent d'un net ralentissement de la croissance en Centre-Val de Loire en 2024. Les orientations sont comparables au niveau national. L'emploi salarié se contracte (-0,2 %) en Centre-Val de Loire, tandis qu'il reste à un niveau stable en France. Le taux de chômage recule légèrement pour atteindre 6,8 % fin 2024. Le secteur de la construction connaît une nouvelle année difficile et l'emploi industriel résiste en dépit d'une légère baisse de l'activité.

L'endettement des sociétés décroît très légèrement. Les crédits à l'équipement progressent, tandis que les crédits à court terme se contractent. Les taux d'intérêt nominaux baissent, mais la croissance des prix à la consommation ralentit très nettement et l'inflation est de retour à un niveau modéré (+2,0 %) après les hausses exceptionnelles de l'ordre de 5 % par an en 2023 et 2024. Les taux d'intérêt bancaires réels redeviennent ainsi positifs pour la première fois depuis plus d'une décennie. Les coûts de production restent élevés et de nombreuses entreprises font face à des difficultés croissantes voire sont en situation de cessation de paiement. Tout cela contribue à une dégradation du niveau de trésorerie des sociétés. Les premiers indicateurs sur l'année 2025 confirment ce moindre dynamisme.

Avertissement

En décembre 2023 et janvier 2024, dans le secteur de la construction, la variation des heures rémunérées n'est pas représentative de la variation de l'activité qu'elle est censée illustrer. Les heures rémunérées dans la construction sont, dans quasiment toutes les régions, par rapport au même mois de l'année précédente, en forte augmentation en décembre 2023 et en forte baisse en janvier 2024. Ces évolutions viennent du fait que, dans la construction, les congés des salariés ne sont pas rémunérés directement par l'employeur mais par des caisses indépendantes et ne sont donc pas pris en compte. Or le positionnement des vacances scolaires a entraîné davantage de congés en janvier 2024 qu'en janvier 2023.

L'activité économique croît très faiblement

Globalement sur l'année 2024, le volume d'heures rémunérées est très légèrement supérieure à celui constaté en 2023. L'évolution au fil des mois confirme le ralentissement amorcé en 2023. Fin 2024, cet indicateur qui traduit l'évolution de l'activité économique régionale est en deçà de son niveau un an plus tôt. La tendance est la même au niveau national ► **figure 1**. L'activité économique apparaît en retrait aux premiers mois de l'année 2025, hormis dans le secteur des services non marchands.

En Centre-Val de Loire, la moyenne des variations mensuelles d'activité par rapport à l'année précédente est égale à +0,2 % (après +1,1 % en 2023). En France métropolitaine, elle atteint +0,4 % (après +1,4 %). Le volume d'heures rémunérées croît en moyenne sur l'année dans l'Indre-et-Loire (+1,1 %) et l'Eure-et-Loir (+0,8 %). Il est stable dans le Cher et recule dans l'Indre (-0,7 %), le Loiret (-0,4 %) et le Loir-et-Cher (-0,4 %).

L'emploi salarié se contracte pour la première fois depuis 2020

En 2024, l'emploi salarié diminue (-0,2 %) en Centre-Val de Loire, une situation inédite depuis 2020. Il reste stable au niveau national. Après avoir atteint un point haut au premier trimestre 2024, l'emploi salarié a marqué le pas au deuxième trimestre. Il progresse au troisième trimestre, période de tenue des Jeux Olympiques et paralympiques de Paris, mais se contracte en fin d'année.

L'emploi salarié reste cependant en croissance dans les départements d'Indre-et-Loire (+0,6 %) et d'Eure-et-Loir (+0,3 %). Il est en repli dans les quatre autres départements de la région : pour la deuxième année consécutive dans le Loir-et-Cher (-1,0 %) et le Loiret (-0,7 %), pour la première fois depuis 2021 dans l'Indre (-0,7 %) et le Cher (-0,4 %). L'emploi intérimaire recule dans tous les départements de la région (-9,0 %), de manière encore plus marquée dans le Loiret.

Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte de perspectives d'activité des entreprises moins optimistes, qui pourrait expliquer une baisse du besoin de main-d'œuvre et de moindres tensions de recrutement. Le nombre d'offres d'emploi diffusées par France Travail diminue ainsi nettement en 2024, après trois années consécutives de fortes hausses.

La difficulté des employeurs à percevoir l'évolution de l'activité économique se traduit par un moindre recours aux contrats à durée indéterminée (CDI) et aux contrats à durée déterminée (CDD) de plus d'un mois pour leurs embauches, quand dans le même temps le nombre d'embauches en contrat à durée déterminée de moins de 31 jours progresse. Ces évolutions sont d'autant plus notables que le dispositif de bonus-malus sur la contribution patronale d'assurance chômage a été prolongé en 2024. Ce dispositif vise à inciter les entreprises à allonger la durée des contrats de travail et éviter un recours excessif aux contrats courts.

Les contraintes sur l'offre de travail restent modérées

Fin 2024, le taux de chômage atteint 6,8 % en Centre-Val de Loire, 3,0 points au-dessous du pic de l'année 2015. Il reste plus bas que celui de France métropolitaine (7,3 %). Dans la région comme au niveau national, ce taux baisse de 0,2 point sur un an, dans un contexte où la somme des contraintes sur l'offre de travail (chômage, halo du chômage, sous-emploi) est à un niveau relativement bas sur 20 ans. Toutefois, cette situation s'accompagne au niveau national d'une dégradation de la situation pour les plus jeunes avec une hausse de la part des 15-24 ans dans le halo du chômage, ainsi de ceux ni en emploi, ni en formation, ni en études.

Le taux de chômage évolue peu sur l'année dans le Loir-et-Cher et le Loiret. Il diminue dans les autres départements. La baisse est la plus marquée dans le Cher et l'Indre (-0,4 point). Les taux de chômage dans le Loir-et-Cher (6,1 %) et l'Indre-et-Loire (6,4 %) restent les plus bas de la région.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (n'exerçant aucune activité) progresse en 2024 (+2,1 % en excluant les bénéficiaires du RSA et les jeunes en CEJ, Pacea ou AII), après avoir diminué en 2023. Cette hausse est cependant plus faible dans la région qu'au niveau national. La petite hausse de la population active en 2024 observée au niveau national – et notamment liée à l'augmentation du taux d'activité des 50-64 ans – peut contribuer à expliquer la progression du nombre de demandeurs d'emploi concomitante à la faible baisse du chômage.

Au niveau régional, l'Indre est le seul département où le nombre de demandeurs d'emploi recule.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus à France Travail est en léger recul sur l'année 2024. Cette baisse peut être mise en regard de la réduction de 25 % de la durée d'indemnisation d'assurance chômage depuis le 1^{er} février 2023. Au début du troisième trimestre 2024, cette mesure concerne l'ensemble des demandeurs d'emploi qui avaient moins de 53 ans à la date de fin de leur contrat de travail.

Le nombre de micro-entrepreneurs déclarant un chiffre d'affaires positif croît et approche 50 000 (+5,9 % sur un an au premier semestre 2024). Leur chiffre d'affaires mensuel moyen se stabilise à 1 500 euros. Les nombres de professions libérales et d'artisans continuent de progresser à un rythme soutenu.

Comme au niveau national, près de deux nouvelles entreprises sur trois sont créées sous le régime du micro-entrepreneur. Le nombre d'immatriculations de micro-entrepreneurs augmente en 2024 (+7,1 %), comme le nombre de créations de sociétés (+6,3 %), alors que celui des nouvelles entreprises individuelles classiques continue à diminuer (-2,9 %). Le nombre de créations augmente dans tous les départements de la région à l'exception du Cher, où le nombre de créations avait fortement progressé les cinq années précédentes. Il progresse le plus dans le Loiret, l'Indre et l'Indre-et-Loire. Les créations de sociétés sont plus nombreuses en 2024 qu'en 2023 dans tous les départements, sauf dans l'Indre.

Le nombre de défaillances d'entreprises dépasse celui des années précédant la crise sanitaire. Il augmente encore en 2024 (+9,1 %), mais à un rythme inférieur à celui de l'année précédente ou à la moyenne nationale (+17,4 %).

Les services continuent à porter l'activité

Comme en 2023, les évolutions de l'activité dans son ensemble suivent celles du secteur des services marchands. Parmi les grands secteurs, seuls les services non marchands (éducation santé action sociale, administrations) contribuent positivement à l'évolution des heures rémunérées chaque mois de l'année 2024 ► **figure 2**. L'évolution de l'activité des services marchands est moins positive et s'écarte de celle des services non marchands tout au long de l'année.

Dans la région, les effectifs salariés progressent de 0,6 % dans le secteur des services non marchands et de 0,2 % dans le secteur tertiaire marchand (hors

intérim). Ces évolutions sont similaires au niveau national.

Les secteurs de l'hébergement-restauration et des transports font partie de ceux où l'emploi salarié progresse dans la région. Le volume d'heures rémunérées dans l'hébergement-restauration croît en 2024, malgré un recul de la fréquentation touristique, plus marqué dans la région qu'en France métropolitaine. La fréquentation des visiteurs en provenance de l'étranger baisse notamment dans les hôtels. Les taux d'occupation des hébergements touristiques sont en baisse, malgré une hausse de la fréquentation dans l'Indre en août notamment en lien avec les Jeux Olympiques et Paralympiques.

En 2024, le secteur du transport de marchandises connaît une baisse d'activité et davantage d'entreprises se retrouvent dans une situation financière fragile. La situation est meilleure pour le transport de voyageurs, malgré les difficultés persistantes de recrutement de conducteurs.

L'emploi industriel résiste

Hormis en décembre, le volume d'heures rémunérées de l'industrie évolue moins favorablement que celui de l'ensemble de l'économie. L'activité industrielle apparaît cependant orientée à la baisse aux premiers mois de l'année 2025, dans un contexte d'incertitudes politiques nationales et de tensions commerciales internationales.

En dépit de cette baisse globale d'activité l'emploi industriel poursuit son rebond engagé depuis la mi-2021 et a retrouvé son niveau d'avant la crise sanitaire (+0,4 % en 2024, contre 0,3 % au niveau national). Il progresse le plus dans le Cher où l'industrie de la défense a un poids important.

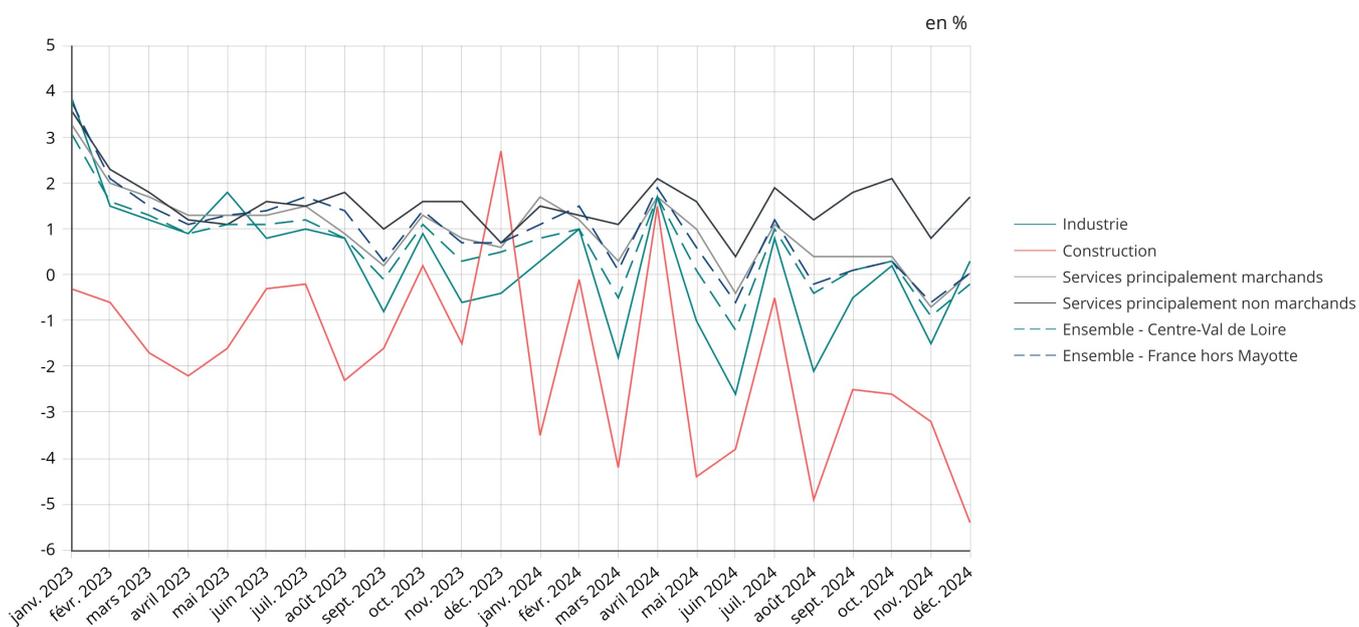
L'année 2024 est assurément une année difficile pour le secteur de la construction. Hormis en avril, le volume d'heures rémunérées est plus faible que celui un an plus tôt chaque mois de l'année 2024. Le secteur du gros œuvre est le plus affecté, principalement la construction de maisons individuelles et celle de locaux, marquées par la baisse des mises en chantier. Les ventes de logements neufs aux particuliers marquent le pas et les mises en vente s'effondrent. Les perspectives d'activité des entreprises pour le début de l'année 2025 sont peu optimistes.

Dans ce contexte, les effectifs salariés dans la construction reculent de 1,7 %, dans des proportions similaires au niveau national. En Centre-Val de Loire, le nombre de créations d'entreprises augmente dans tous les secteurs d'activité, sauf dans la construction.

L'emploi salarié agricole baisse dans la région. Les conditions météorologiques défavorables (déficit d'ensoleillement, excès d'eau) pèsent sur l'activité agricole. Les rendements médiocres et le recul des surfaces cultivées du fait de difficultés à semer sur des terres trop humides engendrent une forte baisse de la production des grandes cultures. Les prix des productions agricoles se maintiennent dans l'ensemble. La décapitalisation du cheptel bovin crée un déficit d'offre et porte les prix à la hausse. Après la forte flambée des prix des années précédentes, les coûts des intrants diminuent, ceux des engrais et de l'énergie notamment, mais restent à des niveaux élevés. ●

Samuel Balmand (Insee)

► 1. Évolution sectorielle mensuelle des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente

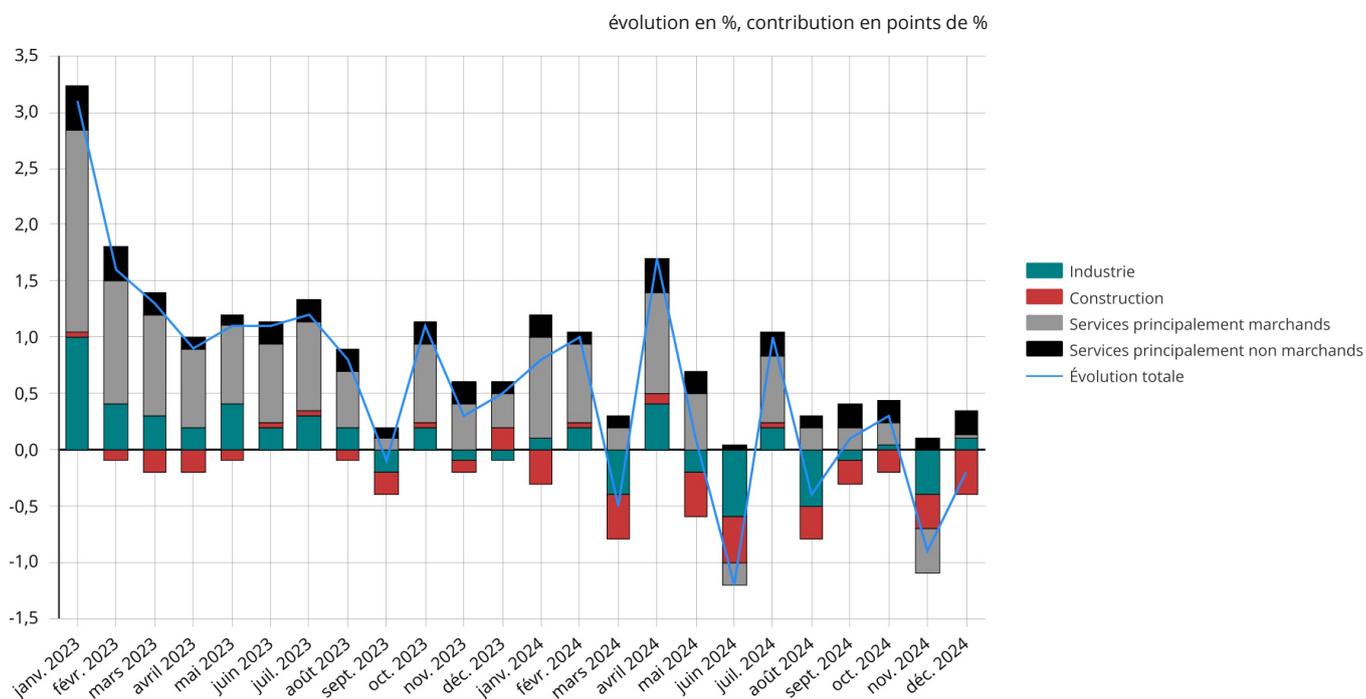


Note : Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Champ : Secteur privé hors secteur agricole.

Source : DSN, traitement Insee.

► 2. Contributions sectorielles mensuelles à l'évolution des heures rémunérées par rapport au même mois de l'année précédente - Centre-Val de Loire



Note : Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré.

Champ : Secteur privé hors secteur agricole.

Source : DSN, traitement Insee.

Contexte national

En France, le pouvoir d'achat des ménages a accéléré en 2024 mais le PIB a ralenti

Pas de reprise franche en zone euro, les décalages conjoncturels persistent

En 2024, l'activité aux États-Unis est restée soutenue (+2,8 % après +2,9 % en 2023), tandis que la zone euro n'a pas connu de réelle reprise (+0,8 %, après +0,6 % en 2023). Pourtant, en 2024, le commerce mondial a bien rebondi et le pouvoir d'achat des ménages européens a fortement accéléré à la faveur de la désinflation. Mais les exportateurs du Vieux Continent ont continué à perdre des parts de marché, englués dans des coûts de l'énergie prohibitifs et face à une concurrence chinoise exacerbée, tandis que les ménages européens ont préféré épargner leur surcroît de revenu, étouffant les espoirs d'une reprise rapide par la consommation.

Si l'économie espagnole a continué à tirer son épingle du jeu sur l'année (+3,2 % après +2,7 %), l'activité est restée à l'arrêt en Allemagne (-0,2 % après -0,1 %) et a ralenti en Italie (+0,5 % après +0,8 % en 2023). Depuis 2019, l'activité a progressé de 6,8 % en Espagne et de 4,2 % en France, portée dans les deux cas par le commerce extérieur et, sur le plan intérieur, par la consommation des ménages et des administrations publiques. Elle a progressé de 5,4 % en Italie, uniquement du fait de l'investissement des ménages en construction qui a été soutenu par d'importantes subventions de l'État, au prix d'un déficit public élevé. En Allemagne enfin, l'activité n'a pas progressé en cinq ans (+0,2 %), pénalisée notamment par le commerce extérieur ► **figure 1**.

En France, le PIB et l'emploi ont ralenti en 2024

En France, en 2024, l'activité a ralenti : le PIB (en volume) a progressé de 1,2 % en données brutes (+1,1 % en données corrigées des jours ouvrables), après une croissance de +1,4 % en 2023 (+1,6 % en données corrigées des jours ouvrables).

La production de services marchands augmente de 2,1 % en 2024 (après +2,7 % en 2023). L'année 2024 a été marquée par la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris qui ont dynamisé la production de services récréatifs, notamment via la vente des billets aux spectateurs. La production de services d'information-communication est également soutenue par cet événement,

via la diffusion des signaux internationaux de radio et de télévision, mais continue néanmoins à ralentir (+3,4 % après +5,9 %). La production en services d'hébergement-restauration ralentit également, tout comme la production de services de transport : si ces secteurs ont pu ponctuellement bénéficier de la tenue des Jeux durant la fin de l'été, la saison touristique estivale a globalement été terne. Par ailleurs, la production en énergie augmente de nouveau, sous l'effet de la hausse de la production d'électricité des centrales nucléaires.

À l'inverse, la production agricole se replie (-2,4 %), sous l'effet d'une chute des productions céréalières et viticoles en raison de conditions climatiques défavorables. La valeur ajoutée de la branche agricole se replie de façon nettement plus marquée (-14,8 % en volume), les consommations intermédiaires de la branche étant par nature moins volatiles que sa production. Les mauvaises récoltes ont ainsi ôté 0,2 point de croissance en 2024. La production manufacturière a également baissé (-0,9 %), pénalisée par la production d'automobiles, en forte baisse en 2024, en raison notamment de problèmes d'approvisionnement et de la transition vers l'électrique de plusieurs chaînes de production. Enfin, la production se replie également dans le secteur de la construction (-1,8 %).

En 2024, l'emploi salarié a nettement ralenti, se stabilisant sur un an en fin d'année (soit 6 000 créations nettes d'emploi entre fin 2023 et fin 2024) après une hausse de 0,6 % un an plus tôt (soit 159 000 créations nettes d'emploi entre fin 2022 et fin 2023). Le taux de chômage au sens du BIT s'est établi en fin d'année à 7,3 % de la population active, en légère baisse sur un an (il s'établissait à 7,5 % fin 2023). Il se situe légèrement au-dessus de son point bas de 7,1 %, atteint aux quatrième trimestre 2022 et premier trimestre 2023, et demeure nettement inférieur à son pic de mi-2015 (10,5 %).

L'inflation reflue, le pouvoir d'achat accélère soutenu par les prestations sociales

Le glissement annuel des prix à la consommation en France, après être resté sur un plateau autour de +6 % en 2022 pendant près d'un an, a nettement reflué

en 2023 et début 2024. Il s'est stabilisé au printemps 2024, oscillant entre +2,2 % et +2,3 % entre mars et juillet, avant de repartir à la baisse durant l'été, du fait du reflux de l'inflation énergétique et des services, notamment dans les télécommunications ► **figure 2**. En fin d'année, l'inflation s'établissait à +1,3 % sur un an. En moyenne annuelle en 2024, elle est tombée à +2,0 %, après +4,9 % en 2023 et +5,2 % en 2022.

En ce qui concerne les rémunérations, le salaire moyen par tête (SMPT) dans les branches marchandes non agricoles et le salaire mensuel de base (SMB, qui correspond à la composante sous-jacente du SMPT, à côté de la composante conjoncturelle affectée notamment par les versements de prime et les heures supplémentaires) ont nettement décéléré en 2024, avec la prise en compte du reflux de l'inflation dans les négociations salariales : +2,9 % pour le SMB (après +4,3 % en 2023) et +2,6 % pour le SMPT (après +4,1 %). Ce ralentissement est toutefois moins marqué que celui des prix, si bien que les salariés ont regagné du pouvoir d'achat après deux années de baisse. Le SMB réel a ainsi progressé de 0,9 % en 2024, le SMPT réel de 0,6 %.

En 2024, le revenu disponible brut (RDB) de l'ensemble des ménages progresse de +4,8 % en euros courants et le pouvoir d'achat du revenu disponible accélère : +2,6 %, après +0,8 % en 2023 ► **figure 3**. Les prestations sociales en espèces sont le premier facteur de hausse, en contribuant pour 2,2 points à la hausse du revenu. Ce dynamisme repose largement sur les prestations retraite, qui augmentent de nouveau fortement. Les revenus d'activité nets contribuent pour 1,7 point à la hausse du revenu. Les revenus du patrimoine (corrigés de l'effet des SIFIM) contribuent pour 1,2 point à la hausse du pouvoir d'achat, malgré un ralentissement. Enfin, les montants d'impôts collectés sur le revenu et le patrimoine augmentent de 2,7 %, après +2,2 % en 2023.

La consommation accélère mais le taux d'épargne continue d'augmenter

La consommation des ménages accélère en 2024 (+1,0 % en volume après +0,6 % en 2023), mais progresse moins rapidement que leur pouvoir d'achat, si bien que le taux d'épargne des ménages

augmente à 18,2 %, après 17,0 % et reste à un niveau nettement plus élevé que sa moyenne entre 2009 et 2019.

La consommation en biens se replie de nouveau, mais moins fortement qu'en 2023 (-0,2 % après -1,7 %). Après deux années de net recul du fait de l'inflation, la consommation en produits alimentaires (hors tabac) tend à se stabiliser (-0,3 %, après -3,0 % en 2022 et 2023). Également très marquée par l'inflation, la consommation en biens énergétiques rebondit modérément en 2024, principalement du fait de la consommation en produits raffinés, dont les prix reculent légèrement en 2024. À l'inverse, la consommation de biens fabriqués marque le pas, pénalisée par un léger recul des achats de voitures après une forte hausse en 2023.

La consommation en services augmente de 2,2 % en 2024, soit un rythme proche de celui de l'année précédente (+2,6 %). Elle est dynamisée par les dépenses en services de loisir, avec notamment les achats de billets pour les Jeux Olympiques et Paralympiques. À l'inverse, les dépenses en services de transport et en hébergement-restauration ralentissent. Enfin, les dépenses des touristes étrangers en France ont été plus dynamiques que celles des Français à l'étranger, probablement portées par la tenue des Jeux.

L'investissement se replie

En 2024, l'investissement diminue de 1,1 % en volume, après +0,4 % en 2023. L'investissement des ménages est en net recul pour la troisième année consécutive (-5,4 %), entraîné par la baisse de l'investissement en construction et par celle des achats de biens immobiliers. L'investissement des entreprises non financières se contracte (-2,2 %), contraint notamment par le renchérissement du coût du crédit. L'investissement des entreprises non financières en biens d'équipement chute (-10,4 %), tout comme l'investissement en construction (-5,8 %). L'investissement en services marchands ralentit (+2,4 %). En revanche, l'investissement public est de nouveau en hausse, progressant de 4,8 % en 2024, après +5,5 % en 2023. Il est porté par l'investissement des collectivités locales, en particulier des communes.

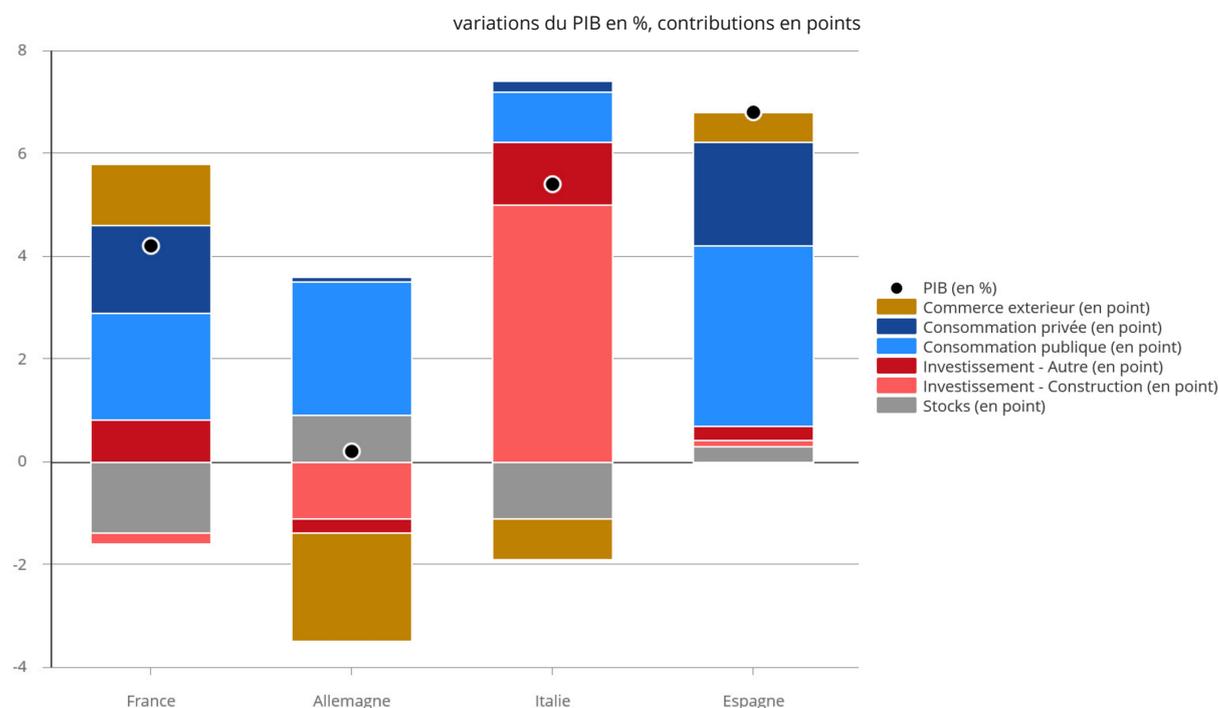
Au total, l'investissement en construction est en baisse de 1,5 % sur l'année. L'investissement en biens se replie de 2,9 %, pénalisé par la chute de l'investissement en biens d'équipement. En revanche, l'investissement en services d'information-communication augmente de +4,2 % après +6,0 % en 2023, notamment en services informatiques.

Le commerce extérieur soutient la croissance

En 2024, les exportations en volume restent dynamiques (+2,5 % comme en 2023), tandis que les importations se replient franchement (-1,2 %, après -0,3 % en 2023). De ce fait, les échanges extérieurs contribuent fortement à la croissance de l'activité en 2024, à hauteur de +1,3 point de PIB ► **figure 4**. Cette amélioration provient à la fois de l'énergie, des biens et des services. Les importations énergétiques reculent, principalement en gaz et en pétrole brut. Les importations de biens fabriqués se replient (-2,3 %). Les exportations de biens fabriqués fléchissent de 0,1 %. Du côté des services, les exportations accélèrent nettement (+4,1 %, après +0,1 % en 2023), tandis que les importations marquent le pas (+0,4 % après +8,8 %). ●

Clément Bortoli (Insee)

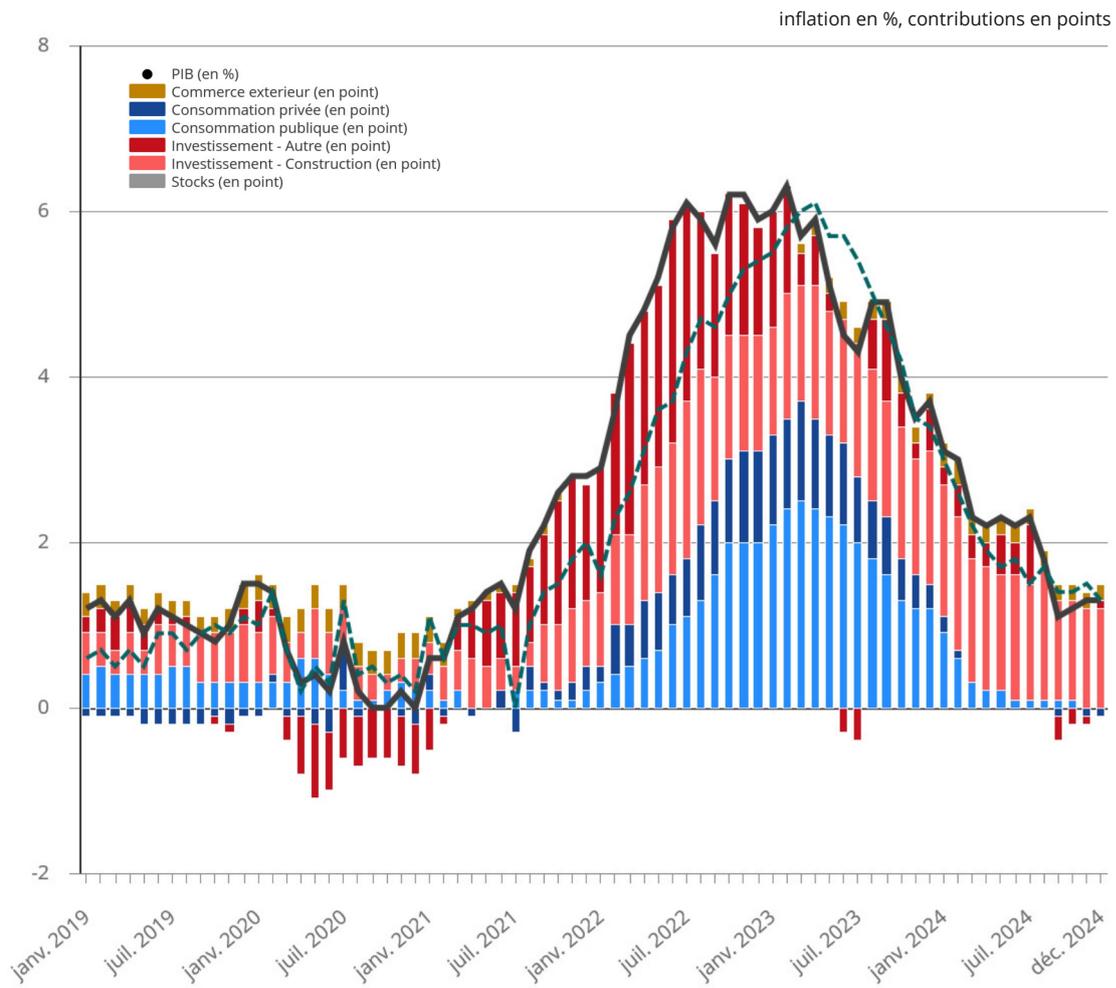
► 1. Contributions à la croissance du PIB depuis 2019 dans les principales économies de la zone euro



Lecture : En Allemagne, l'activité a progressé de +0,2 % entre 2019 et 2024. Le commerce extérieur a contribué à cette croissance à hauteur de -2,1 points.

Source : Eurostat.

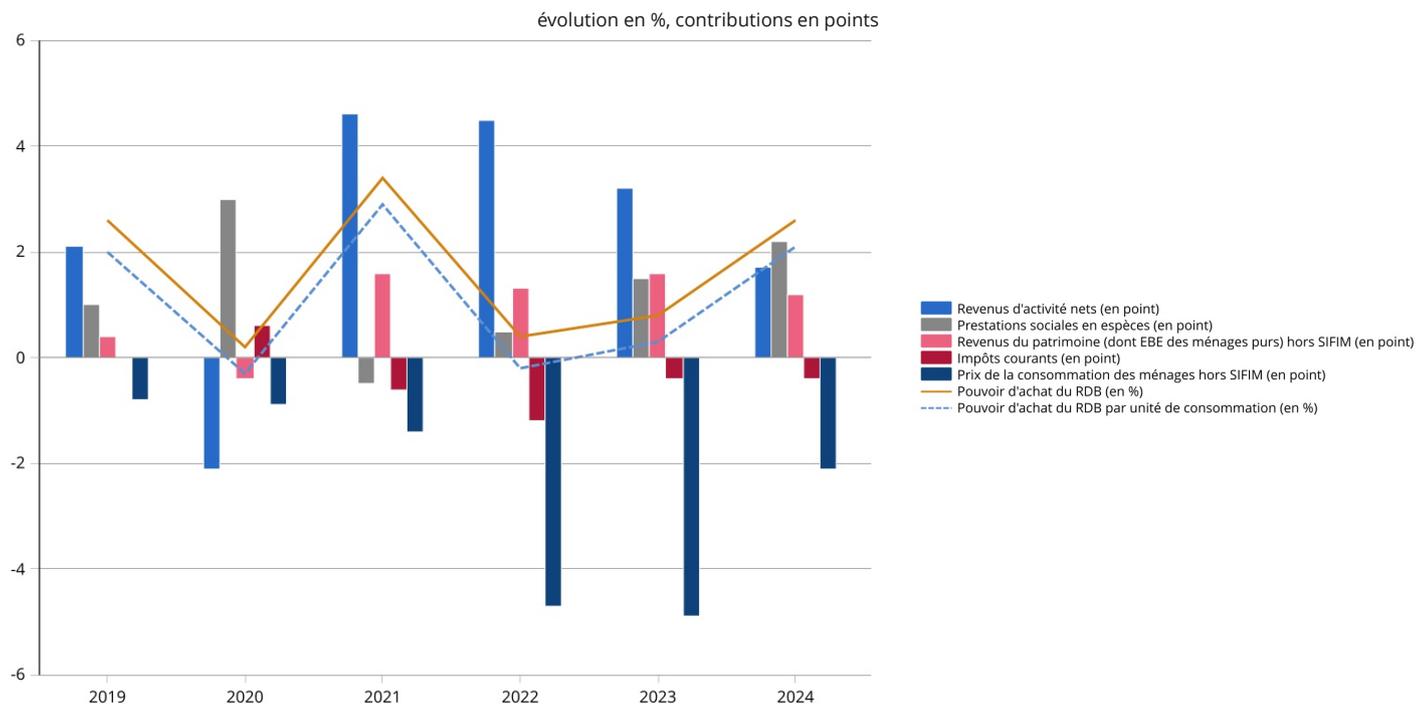
► 2. Inflation en France et contributions par poste



Lecture : En décembre 2024, l'inflation d'ensemble s'établit à 1,3 % sur un an. Les services contribuent pour +1,2 point à l'inflation d'ensemble.

Source : Insee.

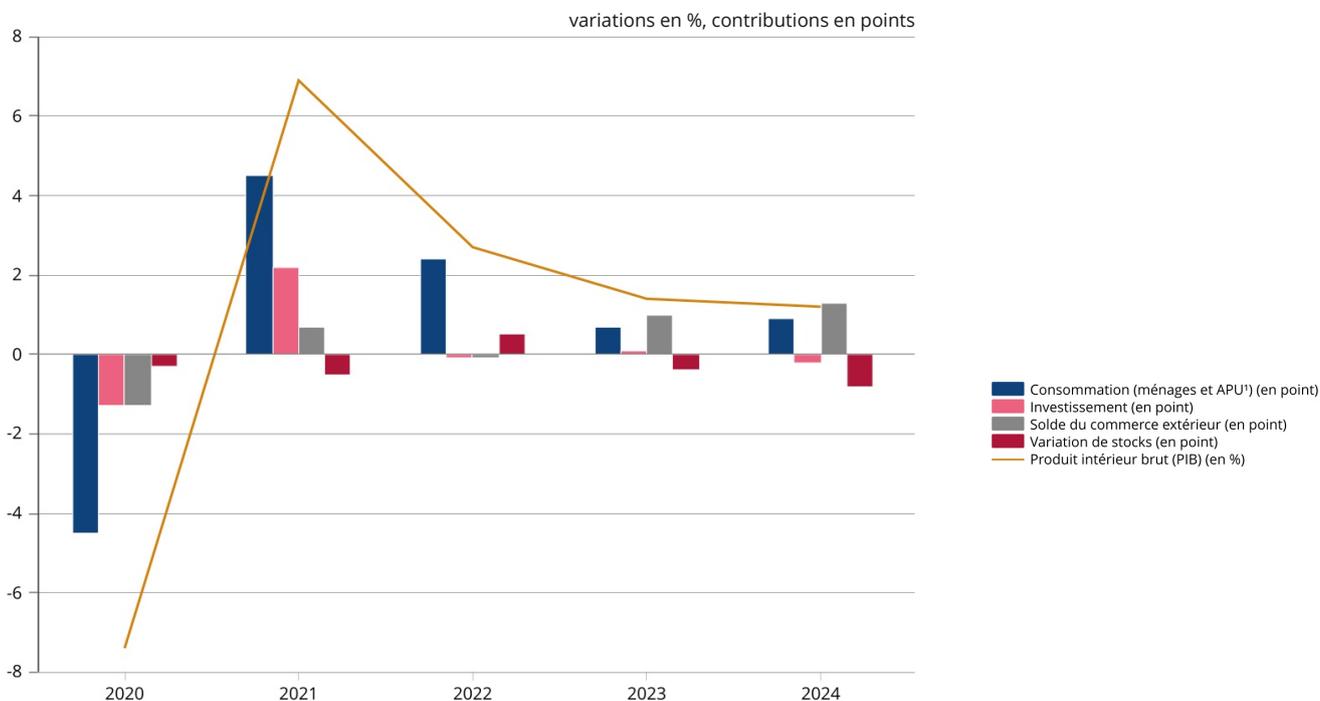
► 3. Contributions à l'évolution du revenu disponible brut (RDB) des ménages hors effet des SIFIM et évolution annuelle du pouvoir d'achat du RDB des ménages



Lecture : En 2024, les revenus du patrimoine (hors effet SIFIM) contribuent pour +1,2 point à l'évolution du revenu disponible brut (RDB) hors effet SIFIM.

Source : Insee, comptes nationaux.

► 4. Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



¹ Administrations publiques.

Lecture : En 2024, la croissance du PIB est de 1,2 %. La consommation des ménages et des APU contribue pour 0,9 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2020.